

GENERAL
ASSEMBLYASSEMBLEE
GENERALEA/C.6/236
16 octobre 1948
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISHTroisième session
SIXIEME COMMISSIONDual distribution
-----GENOCIDE : PROJET DE CONVENTION ET RAPPORT AU CONSEIL
ECONOMIQUE ET SOCIAL

Royaume-Uni : Nouveaux amendements au projet de Convention (E/794)

Article IV :

Modifier comme suit l'alinéa (a)

"La complicité préméditée dans tout acte de génocide".

Article V :

Modifier comme suit le texte de cet article :

"Seront pénalement responsables de tout acte de génocide spécifié aux articles II et IV non seulement tous les particuliers ou associations, mais également les Etats, les gouvernements, ou les organes ou autorités de l'Etat ou du gouvernement, qui auront commis de tels actes. Ces actes, lorsqu'ils seront commis par des Etats ou des gouvernements, ou en leur nom, constitueront une violation de la présente Convention."

Article VII :

Supprimer cet article et le remplacer par le texte suivant :

"Lorsque l'un des actes de génocide spécifiés aux articles II et IV sera le fait de l'Etat ou du gouvernement lui-même ou d'un organe ou autorité quelconque de l'Etat ou du gouvernement, ou qu'il sera présenté comme tel, l'affaire, à la demande de toute autre partie à la présente Convention, sera soumise à la Cour internationale de Justice, dont la décision sera définitive et obligatoire. Tous actes, toutes mesures dont la Cour jugera qu'ils constituent des actes de génocide seront respectivement interrompus ou annulés immédiatement ; si leur exécution a déjà été suspendue, ces actes ne seront pas repris ni ces mesures imposées à nouveau."

Note : a) il n'existe pas de Cour pénale internationale ;

b) en raison de l'article VI, il est inutile de faire mention des tribunaux nationaux.

Article VIII

A supprimer :

Ces questions sont déjà traitées dans la Charte des Nations Unies

Article IX

A l'alinéa 1 remplacer les mots "et par suite donneront lieu à l'extradition" par les mots : "pour ce qui est de l'extradition"

Article X

Modifier comme suit le texte de cet article :

"Outre les cas visés par l'article VII de la présente Convention, tous les différends qui s'élèveraient entre les Hautes Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront, à la demande de toute partie au différend, déferés à la Cour internationale de Justice.

Note : i) La référence à l'article VII s'entend du texte de cet article tel que l'a modifié la proposition d'amendement du Royaume-Uni.

ii) On a supprimé la dernière partie de l'article X, parce qu'il n'existe pas de Cour pénale internationale.

Nouvel article à insérer après l'article XII :

"Chacune des Hautes Parties contractantes pourra à tout moment, par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, étendre l'application de la présente Convention à tout territoire dont elle dirige les relations extérieures."

Articles XIV et XV

A supprimer.
